

Lucier, Pierre

Québec et l'Université du Québec : des vocations nationales

Allocution de Monsieur Pierre Lucier, président de l'Université du Québec, à l'occasion du déjeuner-causerie de la Chambre de commerce de Québec, à Québec, le mardi 11 mars 2003.

Vous me faites le plaisir et l'honneur de m'accueillir aujourd'hui au déjeuner-causerie de la Chambre de commerce de Québec. Je vous en remercie, comme aussi de la latitude que vous m'avez offerte de partager avec vous des réflexions de caractère très libre. Merci d'avoir ainsi pris le risque d'accueillir à un déjeuner de gens d'affaires un conférencier qui, il y a déjà longtemps, est « tombé dans la marmite » de l'éducation. C'est un risque qui vous honore et que, avec votre compréhension, je compte m'employer à honorer le mieux possible.

Assez spontanément m'était d'abord venue à l'esprit l'idée de vous présenter l'Université du Québec, sa mission, sa structure, ses réalisations, son évolution. Il y aurait eu là ample matière à un discours corporatif étoffé, car, avec ses dix établissements, la famille est nombreuse et implantée partout au Québec : l'Université du Québec à Montréal, l'Université du Québec à Trois-Rivières, l'Université du Québec à Chicoutimi, l'Université du Québec à Rimouski, l'Université du Québec en Outaouais, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, l'Institut national de la recherche scientifique, l'École nationale d'administration publique, l'École de technologie supérieure et la Télé-université. J'aurais pu aussi souligner l'apport de nos composantes de Québec à la vie économique de Québec et de sa région, avec leurs 600 emplois à haute qualification sur le territoire local, avec leurs investissements immobiliers actuels et à venir d'au-delà 75 M\$ dans Saint-Roch, avec les 65 M\$ en salaires et en achat de biens et services qu'ils injectent annuellement dans l'économie locale, avec les dizaines de décideurs qu'ils réunissent semaine après semaine en provenance de tout le Québec, avec l'importante masse obligataire que l'institution gère comme mandataire de l'État québécois.

Ce que j'ai plutôt résolu de faire, ce midi, c'est de penser à haute voix sur Québec comme capitale nationale, Québec où l'Université du Québec oeuvre elle-même comme institution nationale. Ce seront là, d'ailleurs, les deux parties de mon propos : 1) Québec, capitale nationale; 2) l'Université du Québec, institution nationale. Pour conclure sur une perspective de convergence stratégique autour d'une idée potentiellement rassembleuse, celle de Québec comme centre d'attrait de matière grise.

Je vous le dis d'emblée, je n'entends susciter ou alimenter ici aucune polémique sémantique ou politique autour du mot « national ». J'emploie simplement les mots qui sont effectivement utilisés pour désigner officiellement les instances de la capitale aussi bien que deux des composantes de l'Université du Québec implantées à Québec, l'École nationale d'administration publique (ENAP) et l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). Dans tous ces cas, « national » fait référence à l'ensemble du Québec, son territoire, sa population, ses compétences.

1. Québec, capitale nationale

Tous les dictionnaires indiquent que le mot « capital » renvoie à l'idée de « tête » (caput, capitis : tête, chef). Au mot « capital » sont donc liées des connotations de point de départ, de centre de commande, de centre d'orientation et de direction. D'où le lien, maintenant consacré, entre la capitale et le pouvoir politique d'un État : la capitale, comme siège d'un gouvernement et de l'Administration publique. Le mot a sans doute connu des extensions de plusieurs types :

on parle de la capitale de l'aluminium, d'une capitale du jeu, d'une capitale culturelle, etc. Le territoire concerné varie aussi, puisqu'on parle de capitales régionales, et sans qu'on y trouve nécessairement l'exercice d'un pouvoir politique correspondant. Toujours cependant, il y a une référence à l'idée de la capitale comme tête et source - c'est aussi pour cela qu'on parle des péchés « capitaux » comme de ceux dont découlent tous les autres !

Dans les ensembles géographiques et politiques plus anciens, la capitale s'est le plus souvent bâtie à même la ville la plus importante par sa population, son activité économique, ses institutions sociales et culturelles. C'est le cas de Rome, Paris, Londres et de bien d'autres. Dans de nombreuses constructions politiques plus récentes, cependant, on observe que la capitale a souvent été érigée de manière stratégique dans des lieux plus « neutres », qui ne permettent pas d'emblée d'immerger le pouvoir politique dans une ville qui exerce beaucoup d'autres pouvoirs, comme si ce qui appartient à toute la population du territoire ne devait pas être trop lié à d'autres intérêts. On pense à Washington, Ottawa, Brasilia, et à d'autres. Cela permet l'émergence d'autres pôles de référence et de développement. Et, de fait, les capitales politiques qui ne sont pas aussi des métropoles se sont généralement développées sur les plans économique, social, culturel et scientifique, introduisant ainsi de précieux éléments de diversité, d'équilibre et de santé.

J'ai beaucoup de respect pour les capitales régionales, ces pôles urbains qui jouent dans leur région un rôle d'animation et de stimulation, un rôle de rassemblement en vue du développement. Québec est assurément aussi cela dans sa région immédiate : c'est manifestement une ville pôle. Mais ce n'est pas ce qui en fait une capitale « nationale ». Pas plus que le fait qu'elle puisse profiter des retombées locales et régionales de la présence sur son territoire des instances du gouvernement québécois et de son Administration publique, comme telle autre ville profiterait des retombées locales de telle ou telle grande entreprise. Il y a, dans le statut même de capitale, l'idée d'une action et d'un rayonnement dont la portée déborde de beaucoup les limites d'une municipalité, d'une communauté métropolitaine ou d'une région administrative. Québec, c'est la capitale du Québec, de tout le Québec, de tous les Québécois, y compris des Montréalais !

Il ne s'agit évidemment pas ici de se prendre pour d'autres, mais de se prendre vraiment pour ce que nous sommes, avec notre mission et notre statut. Comme siège du gouvernement et des instances administratives publiques supérieures, comme centre de contact avec les diverses instances de la société civile et avec les autres gouvernements, la capitale d'un État est faite pour être ouverte, accueillante, pour rayonner autour d'elle et sur l'ensemble du territoire, pour être une force de maillage et de réseautage, pour prendre les leaderships dans les champs qui se rattachent à ses fonctions propres de capitale. Le langage courant ne s'y trompe pas, qui utilise souvent le nom de la capitale pour exprimer les décisions du gouvernement qui y siège - Paris hésite, Londres s'engage, Ottawa exige, Québec va de l'avant, etc. Le Comité Québec Capitale a donc de solides arguments pour réclamer que le traditionnel débat télévisé des chefs se tienne dans la Capitale québécoise. Siège de l'État et du gouvernement du Québec, la Capitale est le lieu par excellence de la vie politique québécoise, dont le débat télévisé des chefs constitue un moment démocratique à grande visibilité et à forte teneur pédagogique.

Une telle vocation nationale au rayonnement est enracinée dans les exigences de la démocratie elle-même, et elle s'incarne dans de multiples figures et exigences concrètes. Ainsi, une capitale doit être largement accessible et, à cette fin, être fonctionnellement reliée aux réseaux de circulation et de transport qui comptent; nos efforts pour améliorer nos liaisons aériennes et ferroviaires rapides sont donc fort bien ciblés à cet égard. Une capitale

doit être capable d'accueillir d'importants flux de visiteurs et de tenir des événements et des rassemblements nationaux et internationaux d'envergure; c'est pour cela que, de concert avec l'Office du tourisme et des congrès et le Centre des congrès notamment, on doit faire la promotion de Québec comme centre de rassemblement. Une capitale doit disposer de médias de qualité qui franchissent les limites de son territoire immédiat; c'est pour cela que nous importent la vitalité de nos quotidiens et notre participation aux grands réseaux de radio et de télévision - une participation qui suppose des activités de production et, bien sûr, une syntonisation qui ne doit pas obligatoirement passer par Moncton ou par le supplément d'une soucoupe ! Une capitale doit être un lieu privilégié d'expression de l'identité culturelle de la grande collectivité ou de la « nation » qu'elle dessert; c'est pour cela que nous tenons à nos institutions culturelles - musées, bibliothèques, archives nationales, orchestre, opéra, troupes de théâtre, salles de spectacles, cinémas, etc. Une capitale doit être une composante significative des circuits du savoir, de la connaissance et de la formation; c'est pour cela que les institutions d'enseignement, de recherche et de transfert font partie du noyau dur de notre développement. Une capitale doit constituer un pôle d'attraction, et c'est l'ensemble des communautés du territoire national qui doivent pouvoir y retrouver, dans la beauté et la vitalité de ses places, de ses rues, de ses parcs et de ses édifices, de ses monuments aussi, les traces et les manifestations de leurs références historiques communes et de leur appartenance à une même collectivité. C'est pour cela qu'une instance comme la Commission de la capitale nationale n'est pas un luxe. Une capitale est un lieu naturel d'accueil des cultures et des langues du monde, et il est normal qu'on y entende parler diverses langues et qu'on y voie diverses couleurs de peau; nous avons donc plusieurs bonnes raisons de vouloir notre part de l'immigration. Et de saluer l'initiative prise par la Chambre de commerce de Québec d'instituer la semaine du multilinguisme, une initiative marquée au sceau de l'ouverture, de l'accueil et de la diversité linguistique et culturelle.

Rêve que tout cela ? Pas vraiment. Ou plutôt si, un peu. Mais n'est-ce pas le rêve qui porte les visions ? Et n'est-ce pas le rêve partagé qui nourrit la passion des objectifs communs ? Il y a telle chose qu'un projet de capitale, une vision porteuse essentiellement qualitative de ce qui fait notre vocation propre et qui n'a rien à voir avec la folie des grandeurs. J'y vois, pour ma part, une ligne d'inspiration pour identifier les causes qui doivent être les nôtres. Et, sans que je les nomme toutes, vous les aurez vues défiler en filigrane à mes propos, qu'il s'agisse d'infrastructures urbaines, de réseaux de transport, d'institutions éducatives, culturelles et scientifiques, de développement technologique et économique, de capacité d'accueil et de rassemblement, d'aménagements urbains, d'activités nationales et internationales, toutes choses qui font la santé et la vitalité des capitales. Et qui font d'ores et déjà, conjuguées à ses atouts naturels et historiques exceptionnels, la beauté et la force d'attraction de Québec.

Il me semble important d'approfondir notre discours commun sur notre capitale, car c'est certainement de ce côté que nous trouverons les références dont nous avons besoin pour faire face aux évolutions nécessaires et prévisibles. Car rien ne doit être pris pour acquis en ce qui a trait aux figures concrètes d'une capitale. Les capitales et leurs fonctions, cela aussi change beaucoup. Prenons, par exemple, ces appels à la décentralisation administrative et politique et à la réduction de la taille de l'appareil d'État qui s'expriment, au Québec comme ailleurs, et qui, à des nuances près, trouvent leurs échos dans les programmes des partis politiques qui sollicitent la confiance des électeurs. Comment réagir devant cela ? Comment concilier l'adhésion à notre mission de capitale au service de l'ensemble de la collectivité et la défense légitime de nos intérêts locaux, de nos emplois en particulier ? La question qui se pose dès lors, c'est de se demander comment les forces vives de la capitale seront elles-mêmes capables d'assumer les leaderships de créativité pouvant découler de décisions de réaménagement de

l'État. Très concrètement, sommes-nous disposés à prendre le leadership technologique d'un mode de services au citoyen qui prendrait l'allure de ce qu'on appelle maintenant couramment le « gouvernement en ligne » ? Nos institutions et nos entreprises peuvent-elles aussi se positionner pour prendre les relais, si un gouvernement décidait éventuellement de s'engager plus à fond sur la voie des « partenariats privé-public » qui ont fait l'objet d'un important colloque du CEFRIO et dont on parle aussi beaucoup ? Oui, il y a des fonctions essentielles d'une capitale qui se rattachent aux fonctions tout aussi essentielles de l'État. Mais, ni de l'État, ni de sa capitale, nous n'avons épuisé les figures concrètes possibles. Ma conviction est qu'il nous faut plonger suffisamment dans l'essentiel pour pouvoir vivre positivement les évolutions et prendre les tournants opportuns.

Pour tout dire, il n'y a rien de prétentieux à voir dans le statut de capitale nationale une sorte de niveau d'exigences, une espèce de standard de qualité et d'envergure qui est aussi un facteur de développement et d'attraction. Pour Québec, la meilleure façon d'être considérée comme capitale nationale, c'est sans doute finalement de se comporter comme telle et de projeter l'image de marque correspondante.

2. L'Université du Québec, institution nationale

À l'Université du Québec, nous vivons à cet égard des convergences et des complicités qui nous font nous sentir spontanément proches de ces perspectives et de ce projet. C'est que nous sommes nous-mêmes une institution à vocation nationale, dont il est pour ainsi dire normal qu'elle soit implantée dans la capitale nationale et qu'elle rayonne à partir d'elle.

(Je vous propose de visionner maintenant une très courte bande vidéo institutionnelle, dont vous avez la version intégrale sur le cédérom qui a été mis à votre disposition. Ce sera une façon de camper quelques images en toile de fond à ce que je veux vous dire ensuite brièvement de l'Université du Québec.)

À Québec même, l'Université du Québec n'est pas une institution universitaire menant des activités en tous points comparables à celles de l'Université Laval, comme si Québec avait deux universités parallèles et concurrentes. Laval est et demeurera l'institution universitaire historiquement associée au destin de Québec : c'est, pour l'essentiel, celle que fréquentent nos enfants et nos petits-enfants, ou qu'il nous arrive de fréquenter nous-mêmes. Et c'est comme telle qu'elle est au coeur de notre dynamique de développement. L'Université du Québec, c'est autre chose. Elle a, à Québec même, des activités significatives, mais ciblées : l'École nationale d'administration publique (ENAP) oeuvre en administration publique et seulement aux cycles supérieurs; l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) oeuvre aussi aux seuls cycles supérieurs, dans le cadre de son important centre de recherche Eau-Terre-Environnement, en lien avec ses trois autres centres de recherche implantés ailleurs au Québec; la Télé-université (TELUQ) oeuvre exclusivement en formation à distance et, par définition, ses étudiants sont très massivement ailleurs. Ces trois établissements de l'Université du Québec ont en commun d'avoir pignon sur rue dans plusieurs autres villes du Québec et d'y rayonner à partir d'ici, comme c'est normal parce qu'elles ont une mission nationale, panquébécoise. Et puis, Québec est le siège de l'Université du Québec comme telle, qu'on désigne parfois sous l'appellation de « siège social », mais qui, en fait, est l'Université elle-même, c'est-à-dire l'institution investie des pouvoirs proprement universitaires conférés par l'Assemblée nationale, des pouvoirs qu'elle assume et exerce dans le cadre d'un fonctionnement en réseau avec dix établissements créés en vertu d'une loi commune, implantés à la grandeur du Québec et organiquement liés à elle et entre eux.

Performant annuellement pour plus de 100 millions de dollars en recherche subventionnée et commanditée - et nous ne faisons pas en médecine -, les établissements de l'Université du Québec accueillent toujours près de 80 000 étudiants, leur offrant des centaines de programmes dont la majorité, spécifiquement aux cycles supérieurs, sont des programmes conjoints ou partagés par plusieurs établissements du réseau. Des programmes qui sont tous des programmes de l'Université du Québec, des diplômés qui sont très massivement des diplômés de l'Université du Québec, des réglementations générales communes concernant l'enseignement et la recherche, un modèle d'organisation interne aux ressemblances évidentes, des presses universitaires communes, un fonds commun de développement académique, un puissant système multifonctionnel de télécommunications, un système intégré de gestion des bibliothèques et d'accès documentaire, un centre de services communs, des approches concertées en matière de gestion et de rémunération des personnels, un régime de retraite unique, des programmes communs d'assurances collectives, une gestion intégrée de la dette obligataire, un logo commun et, plus fondamentalement, une même loi constitutive qui est notre charte commune : autant de signes visibles d'un fonctionnement en réseau qui n'a pourtant rien à voir avec l'uniformité et la dépendance.

Pour l'ensemble de ce grand réseau, Québec est le lieu physique et juridique de convergence et de concertation. C'est ici, à Québec, que siègent les instances décisionnelles auxquelles la loi confie les pouvoirs et responsabilités universitaires : l'Assemblée des gouverneurs, le Conseil des études et la Commission de planification. C'est ici que se tiennent aussi pratiquement toutes les séances des divers organes de concertation. C'est ici que se rassemblent les dirigeants et les acteurs de première ligne qui, partout au Québec, travaillent à réaliser la mission confiée à l'Université du Québec, une mission d'occupation du territoire, d'accessibilité et de démocratisation de l'enseignement supérieur, de formation des maîtres, d'exploration des nouvelles frontières scientifiques et technologiques, de développement culturel, social et économique des communautés régionales avec lesquelles ils sont engagés dans de multiples partenariats d'action de développement. Derrière les composantes québécoises de l'Université du Québec, et en lien avec elles, il y a littéralement tout le Québec.

En regroupant dans Saint-Roch nos composantes situées à Québec, nous contribuons à la revitalisation d'un quartier auquel nous nous identifions de plus en plus et auquel nous nous attachons avec grand plaisir. Ce faisant, nous rendons visible et concrète la présence dans la Capitale d'une très grande institution québécoise qui, trente-cinq ans et quelque 350 000 diplômés après sa création, y est sûrement pour quelque chose de significatif dans la modernisation du Québec et dans son accession au rang des sociétés du savoir. Quand nous étions dispersés aux quatre coins de la communauté urbaine, nous éprouvions une vague impression de clandestinité et d'incognito. Les choses ont changé, et nous avons fait de notre présence active dans la communauté de la capitale une des illustrations d'une mission qui concerne tout le Québec.

Cela ne vous étonnera pas, l'Université du Québec a été une pionnière du développement des grands réseaux de télécommunications sur le territoire, notamment en matière de ressources documentaires et de mises en contact en distance. C'était évidemment pour nous une nécessité, car il nous fallait et il nous faut toujours vaincre les distances et assurer dans tous nos établissements un accès de qualité comparable aux circuits de la connaissance. Nous avons toujours à Québec le centre d'un réseau de télécommunications tout à fait remarquable. Et ceux d'entre vous qui y ont fait appel savent que, à Saint-Roch, il est possible d'être en

communication télévisuelle directe et simultanée avec les grandes régions du Québec, et même avec d'autres pôles internationaux comme ce fut le cas avec Johannesburg, l'année dernière, à l'occasion du Sommet sur le développement durable et le protocole de Kyoto.

J'évoque à dessein cet aspect plus matériel de notre action parce qu'il illustre éloquemment le genre de réseautage panquébécois qu'une institution comme la nôtre a pour mission, ici même, de réaliser et de développer. Avec ces liens quotidiens, avec la circulation des décideurs et des personnels de partout au Québec, l'Université du Québec constitue, ici, une formidable capacité de sentir et de percevoir le Québec dans son ensemble. Celles et ceux qui ont participé au Rendez-vous national des régions n'ont pas pu ne pas remarquer comment, au niveau national comme à celui des délégations des régions, l'Université du Québec et son réseau sont étroitement liés à la vie de tout le Québec.

Je tenais à vous parler de cela aujourd'hui, bien sûr pour vous dire, par le fond et sur l'essentiel, ce que nous sommes, notre originalité, nos caractéristiques propres. Mais je voulais aussi partager ainsi avec vous ma conviction que ce rayonnement et cette action de réseautage comportent d'importantes analogies avec certains aspects des fonctions d'une capitale nationale.

J'irai un peu plus loin, si vous me le permettez - et ce sera ma conclusion. Il me semble que l'Université du Québec et sa capacité de réseautage font partie de ces forces vives qui, avec les autres institutions éducatives, scientifiques, culturelles, économiques de la capitale, appuient les prétentions que Québec peut et doit avoir d'être une sorte de « smart city », une « cité éducative », « apprenante », à l'instar de ces villes-phares, souvent anciennes, qui, ici et là dans le monde, ont fait de la qualité de l'éducation, de la capacité d'innovation, de l'urbanisme à visage humain, de l'intégration des technologies de l'information et de la communication, de la tolérance et de l'intelligence de la vie sociale, de l'engagement dans le développement durable, les pôles intégrateurs de leur image de marque et le centre d'un pouvoir d'attraction capable de défier les évolutions démographiques défavorables. Québec, cité éducative, cité nouvelle vague, ville du 3e type, capitale de nouvelle génération, centre de « matière grise », privilégiant d'emblée les valeurs d'intelligence, d'innovation, de convivialité, de qualité de vie : la chose importe ici beaucoup plus que les appellations. Mais peut-être pourrions-nous en trouver une qui nous rassemble, nous stimule et nous grandisse tout à la fois. Québec est déjà manifestement cela. À nous d'en assurer un déploiement qui soit à la mesure de notre statut de capitale nationale.

Avec d'autres institutions de la capitale, l'Université du Québec et ses établissements témoignent, dans la capitale québécoise, d'un enracinement et d'un rayonnement dans tout le Québec, comme ceux qui conviennent aux institutions de portée nationale. Et ils sont bien résolus à faire leur part pour appuyer et stimuler le pouvoir d'entraînement de notre capitale nationale sur la vie de l'ensemble du Québec.

§ § §